

Libra : après le Sénat américain, le G7 dit non à la cryptomonnaie

Réunis à Chantilly , les ministres des finances du G7 ont confirmé qu'ils étaient opposés au lancement de Libra, [créée](#) à l'initiative de Facebook avec le soutien de 27 entreprises.

A l'instar des banques qui s'inquiètent de l'anonymisation des transactions, mais aussi de la protection des données personnelles, les Etats refusent le lancement de la cryptomonnaie

Ils craignent notamment que les géants du numérique, et Facebook en particulier, viennent se substituer aux Etats dans certains pays en voie de développement.

Nos échanges sur la place et l'impact des monnaies virtuelles dans le système financier ont été très utiles. Des doutes sérieux ont été exprimés sur le projet [#Libra](#) tel qu'il existe aujourd'hui. Les membres du [#G7Finance](#) veulent agir vite. pic.twitter.com/vqzXNoo6VA

— Bruno Le Maire (@BrunoLeMaire) [17 juillet 2019](#)

« Aujourd'hui, je le dis très clairement, les conditions ne sont pas réunies pour que cette monnaie Libra telle qu'elle a été proposée par Facebook puisse être en fonction » a ainsi déclaré Bruno Le Maire, qui réclame « soit un encadrement, soit une régulation » pour que Libra soit bien distincte d'une devise classique.

Le ministre français de l'Economie en a aussi profité pour évoquer la [taxe GAFA](#) avec ses homologues.

Pionnière dans ce domaine, et malgré [les menaces](#) des Etats-Unis, la France maintiendra son impôt adopté par le Parlement.

Elle espère convaincre qu'une « imposition minimale » est indispensable au sein des pays du G7 : « Si nous ne trouvons pas d'accord au niveau du G7 sur les grands principes de la taxation du digital aujourd'hui ou demain, franchement ce sera difficile d'en trouver un entre 129 pays à l'OCDE » a-t-il conclu.

Les Etats-Unis s'opposent aussi à Libra

Il y a [quelques jours](#), Jerome Powel, président de la Federal Reserve des Etats-unis, estimait que Libra ne pouvait se poursuivre sans que les préoccupations qu'elle soulève ne soient débattues..

"Libra soulève de sérieuses préoccupations concernant la vie privée, le blanchiment d'argent, la protection des consommateurs et la stabilité financière", a-t-il [déclaré](#) devant [le](#) Comité des services financiers de la Chambre des représentants.

Convoqué devant la commission « Banking » du Sénat, le 16 juillet, David Marcus, responsable du projet Libra a affirmé, dans [son allocution](#), que « Facebook ne l'offrira pas jusqu'à ce que nous ayons pleinement résolu les problèmes de réglementation et obtenu les approbations appropriées. La politique monétaire relève à juste titre des banques centrales. »